



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°435 du 10 au 16 août 2023



TRANSITION

VERS UNE PROLONGATION ?

Les autorités de la transition consultent partis politiques et société civile sur le chronogramme de la transition. Certaines des propositions préconisent une prolongation.

GRATUIT

Ne peut être vendu



ÉDITO

Implacable réalité

Le Mali et le Burkina Faso ont répété cette semaine la position déjà exprimée dans le communiqué conjoint du 1er août dernier. Une délégation envoyée au Niger ce lundi, conduite par le ministre d'État et porte-parole du gouvernement malien, a réaffirmé les intentions des autorités maliennes et burkinabés de participer aux opérations de « légitime défense » en cas d'intervention militaire de la CEDEAO, selon le terme qu'elles ont consacré. Si cette démarche renforce auprès de certains la « stature » panafricaniste des deux dirigeants, elle ne doit et ne peut faire oublier notre implacable réalité. Dans la région de Bandiagara, une attaque terroriste a fait 15 morts, des dégâts matériels et de nombreux déplacés le 5 août dernier. Le 25 juillet, le poste des FAMA de Kouakourou, dans le centre du pays, a fait l'objet d'une attaque terroriste décrite comme complexe par l'armée. Le bilan n'a toujours pas été communiqué. Au Burkina Faso, le dimanche 6 août, une vingtaine de personnes, pour la plupart des commerçants, ont été tuées, selon des sources locales. C'est d'abord cela, notre implacable réalité. Alors certains diront qu'aider le Niger en cas d'intervention de la CEDEAO, c'est aussi participer à la sécurisation de notre espace du fait des répercussions au Sahel. Mais cette logique m'échappe. On n'éteint pas un brasier en y ajoutant du bois. Une implacable réalité est qu'une solution négociée, diplomatique, est la meilleure voie. Les militaires qui ont renversé Mohamed Bazoum doivent aussi comprendre que, même avec toute la bonne volonté du monde, un dos ploie sous le poids de pressions sans cesse grandissantes. Ne pas accueillir les délégations officielles ne fera que tendre les positions. Autre implacable réalité, la CEDEAO a besoin d'autorisations pour agir militairement, notamment de l'ONU. Selon des experts, un mandat du Conseil de sécurité est nécessaire pour cela. Pas sûr que la Russie ou encore la Chine donnent leur aval à une telle intervention.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

15

C'est le nombre de morts dues à une attaque terroriste dans le village de Bodio, dans la région de Bandiagara, le 5 août. Une journée Ville morte en protestation a été organisée le 9 août 2023.

JLS O NT PIT...

- « Cela fait 10 ans que le Mali, le Burkina Faso et le Niger gèrent les conséquences socio-économiques, politiques, humanitaires et sécuritaires de l'aventure hasardeuse de l'OTAN en Libye. Accepterons-nous une autre aventure de même nature au Niger ? Les Présidents Assimi Goita et Ibrahim Traoré ont dit non et non. Nous n'accepterons pas une intervention militaire au Niger. Il en va de notre survie ». **Colonel Abdoulaye Maiga, ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation**, le 7 août 2023.
 - « Entre coups d'État, coups de tête, coups de trop et coups terroristes, nous sommes au terminus. En fin de compte, il n'en restera qu'un entre la démocratie et la force ». **Moussa Ag Acharatoumane**, secrétaire général du MSA, le 7 août 2023.

RENDEZ-VOUS

- 11 août 2023 :**

- ## 11 août 2023 :

- ## 12 août 2023 :

- ## **15 - 20 août 2023 :**

Camp international des Jeunes – Hôtel Olympe – Bamako

UN JOUR. UNE DATE

12 août 1970 : Fondation du Paris Saint-Germain Football Club.



Iulian Ghergut, otage roumain détenue au Sahel depuis 2015, a été libéré. L'annonce a été faite le 9 août par les autorités roumaines. Iulian Ghergut avait été enlevé le 4 avril 2015 au Burkina Faso par un groupe terroriste lié à AQMI.



L'ancien président de l'Assemblée nationale (2013-2020) **Issiaka Sidibé** a été mis sous mandat de dépôt le 9 août à la maison centrale d'arrêt de Bamako pour "atteinte aux biens publics". Mamoutou Touré, président de la FEMAFOOT, a été écroué également.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Une délégation malienne et burkinabé s'est rendue à Niamey au Niger pour apporter leur soutien aux militaires du **CNSP**.

TRANSITION : VERS UN RÉAMÉNAGEMENT DU CHRONOGRAMME

Un décalage dans l'organisation des différentes élections prévues pour la fin de la Transition était déjà pressenti depuis le report du référendum de mars à juin 2023. Alors que trois scrutins restent encore à tenir d'ici la fin de la période transitoire, en mars 2024, selon le chronogramme en vigueur adopté en juin 2022, le spectre d'une nouvelle prolongation plane de nouveau.

MOHAMED KENOUVI

Depuis la proclamation des résultats définitifs du scrutin référendaire du 18 juin 2023, suivie dans la foulée de la promulgation de la nouvelle Constitution par le Président de la Transition, le gouvernement était attendu pour la suite du processus électoral. Saisis par le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation pour donner leurs avis, suggestions et propositions pour le reste du chronogramme de la transition, les partis politiques avaient jusqu'au 3 août 2023 pour faire part de leurs idées. Une réunion du Cadre de concertation du ministère de l'Administration avec les partis et regroupements politiques, tenue le mardi 8 août au Centre de formation des collectivités territoriales, a permis au ministère de faire le point des différentes propositions des acteurs politiques.

Vers une nouvelle prolongation ? Selon la synthèse présentée par le Directeur de l'Administration territoriale, au total 17 propositions ont été faites par 81 partis politiques sur les 291 sollicités par le gouvernement, soit un taux de réponse de 27,83%. 5 principales tendances se dégagent des 17 propositions faites, en tête desquelles celle d'une « prorogation du délai de la Transition de 3 à 18 mois afin de bien organiser les élections à venir », mise en avant par 15 partis. 14 autres optent pour l'organisation des élections conformément au chronogramme adopté par le gouvernement, 12 proposent de tenir l'élection présidentielle à la date indiquée dans le chronogramme et de coupler les autres élections, 9 préconisent

l'organisation des élections en 2024 « lorsque les conditions sécuritaires seront réunies » et, enfin, 8 partis politiques proposent d'organiser les élections législatives en premier lieu puis l'élection présidentielle, les futures autorités organisant les autres scrutins. Si l'identité des 81 partis politiques ayant fait des propositions n'a pas été dévoilée, les représentants d'une vingtaine d'entre eux, présents à la réunion du Cadre de concertation, sont montés au créneau pour justifier leurs choix. Parmi les formations politiques majeures, l'Adema-Pasj opte pour l'organisation des élections suivant le chronogramme de juin 2022 et le Parenna propose la tenue des élections législatives en décembre 2023, de la présidentielle en février 2024 et l'organisation des autres élections après la Transition, « à la suite de larges concertations entre les partis politiques et la société civile ». La Coalition des forces patriotiques (COFOP), regroupement de 24 partis et associations, estime pour sa part qu'en raison



Les autorités de la transition ont rencontré des responsables politiques le 8 août pour évoquer la suite de la transition.

doulaye Amadou Sy, Président de la Coalition.

Décision au plus haut niveau

Dans la nouvelle loi électorale, il incombe à l'Autorité indépendante de gestion des élections de proposer un chronogramme pour l'ensemble des élections (AIGE). C'est pourquoi certains acteurs politiques rejettent la démarche du ministère de l'Administration territoriale et de la décentrali-

sation est légèrement en tête des 17 suggestions faites par 81 partis politiques, elle peut ne pas être celle retenue par le gouvernement, qui doit plancher à son tour sur l'ensemble des propositions recensées, y compris auprès des organisations de la société civile, avant d'arrêter un nouveau chronogramme « en tenant compte de l'intérêt général ». « Nous avons bien noté les différentes propositions. Nous al-

REPÈRES

8 août 2023 : Réunion du Cadre de concertation des partis politiques avec le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation sur la suite du Chronogramme de la Transition.

Partis politiques saisis : 291

Partis qui ont fait des propositions : 81

Propositions recensées : 17

Principales tendances : 5

ons fidèlement rendre compte à nos plus hautes autorités, examiner les propositions à la lumière des contraintes techniques et nous faisons la promesse de vous revenir très rapidement pour donner la position du gouvernement. Je voudrais ici préciser qu'il y a beaucoup de propositions qui ont été faites. Forcément, nous ne sortirons pas de ces différentes propositions. Nous allons essayer de trouver les équilibres à maintenir », a expliqué le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation aux représentants des partis et regroupements politiques, précisant que le Cadre de concertation n'était pas un cadre décisionnel mais uniquement pour prendre les avis et suggestions. Alors que tous les ingrédients semblent réunis pour un réaménagement du chrono-

adopté par le gouvernement. « Par rapport au peuple malien même, nous, en tant que gouvernement, autorités de la Transition, nous sommes mal à l'aise de ne pas pouvoir tenir les délais, sauf que nous devons faire en sorte de ne pas retomber dans la même situation. À quoi bon se précipiter pour retomber exactement dans la même situation et créer les conditions d'une autre transition alors que l'occasion rêvée est donnée de bien faire les choses ? » s'interroge-t-il.

Nouveau « bras de fer » avec la CEDEAO ? Tout porte à croire que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), déjà actuellement attendue au tournant dans la résolution de la situation politique au Niger, sera intransigeante sur la tenue des élections au Mali aux dates indiquées dans le chronogramme qu'elle a validé en juin 2022, en accord avec le gouvernement de transition. L'institution sous-régionale avait déjà d'ailleurs annoncé les couleurs lors de son sommet du 9 juillet dernier, au cours duquel les Chefs d'États se sont clairement prononcé pour un respect du chronogramme actant la fin de la Transition en mars 2024, après la tenue de la présidentielle en février. Le Président de la Commission de l'organisation ouest-africaine n'avait pas exclu de nouvelles sanctions à l'encontre du Mali si les dates prévues n'étaient pas respectées.

Selon certains analystes, avec la nouvelle donne sous-régionale créée par la crise nigérienne, la CEDEAO n'acceptera plus de prolongation de la Transition au Mali et mettra tout en œuvre pour un retour à l'ordre constitutionnel dans les délais impartis. La posture actuelle du Mali et du Burkina Faso, qui soutiennent les nouvelles autorités de Niamey, laisse présager d'un nouveau bras de fer des autorités de transition avec les Chefs d'États de la CEDEAO. ■

3 QUESTIONS À



BOUBACAR BOUCOUM

Analyste politique, Centre d'études stratégiques Séné

1 Selon vous, le reste du chronogramme de la Transition est-il tenable dans le délai imparti ?

Non, ce n'est pas du tout tenable. Il va falloir renégocier et rallonger. Maintenant le délai, de mon point de vue, doit faire suite à un consensus entre le ministère de l'Administration territoriale, l'AIGE, et puis les partis politiques.

2 Quel regard portez-vous sur une possible prolongation de la Transition qui se profile à l'horizon ?

Je ne n'y vois aucun problème parce que ce ne sont pas les élections qui sont fondamentales mais plutôt la réussite de la transition. Donc si la prolongation permet de bien gérer le chronogramme et de se mettre en intelligence avec la classe politique, je pense que ce n'est que tout bénéfique.

3 Quelles peuvent être les conséquences d'une éventuelle prolongation vis-à-vis de la CEDEAO ?

La CEDEAO est une machine morte. Ce n'est pas elle qui nous intéresse mais plutôt comment stabiliser le Mali. C'est cela la priorité. Parmi tous ses dirigeants aujourd'hui, aucun n'est installé dans des valeurs éthiques et morales. Aujourd'hui, avec tout le désordre qu'eux mêmes ont créé, ils ne peuvent pas faire des injonctions aux autres pendant qu'eux mêmes ne sont pas dans la droiture. Notre inquiétude donc aujourd'hui, ce n'est pas la CEDEAO mais comment nous faisons en interne pour se mettre en synergie afin d'aboutir à une fin de transition consensuelle et inclusive. ■

CHRONOGRAMME DE LA TRANSITION : QUI PROPOSE QUOI ?

Dans l'infographie ci-dessous, les principales propositions des partis politiques qui ont été faites lors de la rencontre du Cadre de concertation, mardi 8 août 2023.

| PARTIS POLITIQUES | PROPOSITIONS | PARTIS POLITIQUES | PROPOSITIONS |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ADEMA-PASJ | Respect du Chronogramme existant | ADPM | Election présidentielle en premier lieu avec le nouveau découpage administratif |
| CDPS | Respect du Chronogramme existant | MIRIA | Léger réaménagement du chronogramme avec la présidentielle en juin 2024 |
| ANCD-MALI | Prolongation de la transition | PARENA | Organisation des législatives en décembre 2023 et la présidentielle en février 2024 |
| CPMR | Prolongation de la transition | RAMA | Respect du Chronogramme existant |
| MALIENS TOUT COURT | Elections communales et législatives avant la présidentielle (Quel que soit le temps pris) | REPA | Prolongation de la transition afin d'organiser des élections crédibles |
| USR | Organiser des élections crédibles mais rester en phase avec les partenaires internationaux | UFD | Tenir la présidentielle à date et se concentrer sur les autres élections après |
| RDS | Prolongation de la transition (Pause de 3 mois, après le Référendum, pour rassembler les idées pour entamer les élections) | COFOP | Tenir la présidentielle en février 2024 et les autres élections après |
| CONVENTION POUR LA RÉPUBLIQUE | Respect du chronogramme existant | AREMA | Organisation de la présidentielle à la date indiquée en février 2024 et les autres élections après |
| PADEM | Tenir les législatives et la présidentielle dans le délai | | |

Source :

Rédaction



Commande par téléphone TÉL: 00223 66 75 85 70

CSP: SURVIVRE AUX DISSIDENCES AU SEIN DE LA PLATEFORME

Le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement, créé en mai 2021 et regroupant principalement la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger, fait face depuis quelques semaines à des remous. Si la CMA, fer de lance du Cadre, est épargnée, la Plateforme, de son côté, est agitée par des dissidences dont les meneurs ont claqué la porte du CSP-PSD.

MOHAMED KENOUI

Au plus haut niveau du CSP-PSD, les responsables ne se préoccupent guère d'un quelconque impact de la guerre ouverte entre les cadres de la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger pour le contrôle de ses différentes entités composantes. Pour Mohamed Maouloud Ramadane, Porte-parole de ce Cadre, créé il y a un peu plus de deux ans à Rome entre les groupes armés du nord signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger pour concrétiser la mise en synergie des efforts de mise en œuvre diligente de cet Accord, il ne souffre d'aucun départ de ses entités fondatrices. « Peut-être qu'il y a des dissidences quelque part, mais les entités fondatrices de ce regroupement, qui sont la CMA et la Plateforme, sont toujours là. Les personnes qui dirigent ces dissidences ont été suspendues de cette



Au sein de la Plateforme, la cohésion est ébranlée, le CNSP s'en trouve marqué.

la tenue du référendum du 18 juin 2023, d'autres mouvements issus de la Plateforme, tels que le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), ont également récemment claqué la porte du CSP-PSD. Si pour le MAA, le Secrétariat permanent, qui a pris la déci-

La Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance (CM-FPR), dirigée par l'ancien ministre Maitre Harouna Toureh, a de son côté réitéré sa sortie du CSP-PSD depuis le 12 juin 2023, dans un communiqué daté du 25 juillet dernier.

« Protocole d'entente » Toutefois, à en croire Mohamed Maouloud Ramadane, le Cadre stratégique permanent, qui vient de tenir une réunion extraordinaire de son Bureau exécutif les 24 et 25 juillet à Kidal, a enregistré la présence de tous ses mouvements fondateurs.

« Du côté de la CMA, on n'en parle pas, il n'y a aucun problème. Du côté de la Plateforme également, tous les mouvements étaient représentés. En ce qui concerne le GATIA, par son Secrétaire général Fahad, signataire de l'Accord, ou encore Hagballah Ag Hamzata, membre influent de la Plateforme, et Hanoune Ould Aly, connu pour représenter le MAA Plateforme. Tous les mouvements du CSP étaient là, ainsi que le MSA de Moussa Ag Acharatoumane », confirme le Porte-parole du CSP-PSD. ■ M.K

Peut-être qu'il y a des dissidences quelque part, mais les entités fondatrices de ce regroupement, qui sont la CMA et la Plateforme, sont toujours là.

coalition depuis un certain moment car elles avaient pris une position différente de celle donnée comme mot d'ordre à l'ensemble des mouvements composant le CSP-PSD », confie-t-il.

Divisions Mais, en plus des « exclus », issus pour la plupart des Mouvements de l'Inclusivité, qui, contrairement au directoire du Cadre, ne se sont pas inscrits dans la dynamique de la suspension des discussions pour la mise en œuvre de l'Accord avec le gouvernement et ont soutenu

sion de quitter le Cadre, ne fait plus l'unanimité, c'est au sein du GATIA que la dissidence semble la plus profonde. La branche représentée par le Secrétaire général Fahad Ag Almamoud et soutenue par plusieurs sessions régionales du groupe se revendique toujours du CSP, malgré la persistance et l'annonce d'un départ définitif du GATIA du CSP-PSD de Youssouf Ag Mohamed, nouveau Secrétaire général se réclamant d'un bureau mis en place le 14 juillet 2023 et « actant la fin du mandat de l'ex bureau ». ■

EN BREF

TOMBOUCTOU : LES FAMA EN ALERTE MAXIMALE

Selon plusieurs sources locales, le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) a annoncé le 8 août le siège de la ville de Tombouctou. Dans plusieurs messages audio diffusés sur WhatsApp, Talha Abou Hind, Émir du JNIM, a appelé ses hommes à stopper l'arrivée de camions en provenance de l'Algérie et de la Mauritanie dans la Cité des 333 saints. Quelques heures après, à en croire d'autres sources, plusieurs véhicules blindés de l'armée malienne sont également entrés dans la ville de Tombouctou. Même si le timing de cette entrée dans la ville, après « l'ultimatum » du groupe terroriste, laisse penser à une réponse immédiate de l'armée malienne à la menace, une source sécuritaire indique que cette arrivée impressionnante à Tombouctou s'inscrit dans le cadre d'un redéploiement pour la reconquête des zones hors contrôle de l'armée et de l'administration. À l'en croire, 1 200 hommes, des véhicules blindés et des hélicoptères, entre autres, devraient être déployés à terme, d'ici à septembre prochain, dans la zone, y compris les régions de Ménaka et Gao. ■ M.K

Cette réunion extraordinaire du bureau du CSP a par ailleurs abouti à la signature d'un protocole d'entente entre deux hauts responsables de la Plateforme des mouvements du 14 Juin 2014, en l'occurrence Hanoun Ould Aly et Fahad Ag Almamoud. Deux dirigeants qui incarnaient jusque-là des positions divergentes de la Plateforme.

Pour autant, selon certains analystes, le CSP-PSD, déjà fragilisé par les dissidences au sein de la Plateforme, pourrait finir par perdre du poids à l'avenir si les mouvements qui le quittent se « ralliaient » aux autorités de Bamako. ■



SEIDIK ABBA

« En dépit des réticences, la CEDEAO pourrait engager une confrontation »

Journaliste, chercheur et auteur spécialiste du Sahel, Seidik Abba répond à nos questions sur la situation au Niger.

PROPOS REÇUEILLIS PAR BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

A lors que l'ultimatum de la CEDEAO a expiré et que la voie diplomatique est à la peine, croyez-vous possible une intervention militaire au Niger ?

Comme l'ont indiqué le Président en exercice de la CEDEAO, Bola Tinibou, et la Commission de la CEDEAO elle-même, tout porte à croire qu'une intervention militaire n'est pas à exclure. Pour l'instant, l'option diplomatique et la solution politique n'ont pas prospéré et la junte au pouvoir au Niger est restée sourde aux différents appels pour rétablir le président Mohamed Bazoum. À mon avis, elle ne le fera pas. Pour la CEDEAO, le Niger est le coup d'État de trop, et si elle laisse faire elle craint que la contagion ré-

gionale, qui était présentée comme une possibilité, ne devienne une réalité. Avec tous ces éléments, on ne peut que sérieusement envisager une confrontation militaire, même si elle présente aujourd'hui beaucoup de risques. En dépit des réticences exprimées ici et là, la CEDEAO pourrait l'engager. Le deuxième sommet à Abuja (10 août) pourrait consacrer l'urgence. Certains pays sont déterminés à ce que l'ordre constitutionnel soit rétabli au Niger, y compris par la force.

Le Mali et le Burkina Faso menacent d'entrer en cas d'intervention au Niger. Comment interpréter cette position ?

Cette annonce ne me surprend pas. Il y a un front du refus de la CEDEAO et de ses ingérences qui se forme. À mon avis, le fait d'annoncer la possibilité d'engager des hommes pour soutenir les autorités au Niger relève plus du registre de la rhétorique et du positionnement que de la réalité elle-même. Les armées du Burkina Faso et du Mali ont d'autres urgences, comme on le constate avec les récentes attaques, que de s'engager contre la CEDEAO au profit du Niger. Si elles le faisaient, ce serait une occasion pour les groupes terroristes d'en profiter. C'est pour cela que je considère que c'est une rhétorique.

Concrètement, les deux pays peuvent-ils se le permettre ?

Ni le Mali, ni le Burkina Faso n'ont les moyens de s'engager dans une guerre autre que contre le terrorisme. S'ils le faisaient, leur présence serait symbolique. Je ne les vois pas mobiliser des bataillons entiers alors qu'ils ont des difficultés à contrôler leurs territoires. La frontière entre le Mali et le Niger n'est occupée que par les terroristes, ils sont libres d'aller et venir entre les deux pays. C'est la même situation avec le Burkina Faso, qui n'a ni la volonté, ni l'effectif, ni les moyens pour mener une autre lutte que celle contre le terrorisme. ■

afribone

Connexion Internet illimitée
jusqu'à 40 Mbits/s
à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

UN NOUVEAU PROJET POUR VALORISER LA FILIÈRE BÉTAIL-VIANDE

Le projet « Contribution au développement de la chaîne de valeur bétail-viande au Mali » a été lancé le 27 juillet 2023. Cet appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'inscrit dans le cadre de son initiative pour aider les pays africains à promouvoir des produits prioritaires. Au Mali, il va aider les acteurs de la filière bétail-viande à rendre ce secteur plus compétitif.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Ce nouveau projet lancé fin juillet devrait permettre de booster le secteur.

Le Mali est un pays d'élevage et ce secteur est le troisième en termes de recettes d'exportation. Sa contribution au PIB national est estimée à 15% et à 26% du PIB du secteur primaire. Malgré ces atouts, de nombreux défis entrent la capacité de transformation et de commercialisation d'une viande aux normes de qualité requises pour servir le marché national, voire sous-régional. Parmi eux, l'inadaptation des infrastructures d'abattage et l'absence d'infrastructures de conservation de la viande à l'intérieur du pays. Le Mali en est à la phase conceptuelle de ce projet, dont les objectifs sont de développer

un accompagnement des différents acteurs qui évoluent dans la chaîne de production,

des producteurs aux consommateurs. Il s'agira d'aider à la mise en place d'infrastructures de qualité pour permettre de produire de la viande de bonne qualité qui réponde aux normes standards et pouvant être exportée.

Abattoirs frigorifiques : 3

Abattoirs régionaux : 5

Production de viande contrôlée (toutes espèces) en 2020 :

93 247,33 tonnes

200 000 dollars US d'amorcer le développement de la filière, qui reste confrontée à des contraintes importantes. L'élevage au Mali est dominé par la pratique de la transhumance et la migration des éleveurs vers les zones les plus favorables et il crée des tensions avec les pays d'accueil. L'objectif des autorités est donc de faire des « aménagements pour contenir les animaux afin qu'ils ne descendent pas de façon précoce », ajoute M. Camara. L'autre défi est le manque d'opportunités d'affaires. L'élevage rapporte environ 137 milliards de francs CFA aux recettes d'exportation de l'État. Une exportation essentiellement de bétail sur pied, l'objectif étant de la substituer par celle de viande. ■

Énergie Faciliter l'accès aux énergies renouvelables dans les zones rurales

Le Mali fait face à des défis importants pour l'accès à l'électricité. Le taux d'électrification est très faible, surtout dans les zones rurales (Moins de 20% dans les zones rurales contre 55% dans les centres urbains). Pour effectuer des changements notables sur ces statistiques, l'ONG Geres a mis en place un projet d'accès à l'énergie durable qui en est à sa Phase 2, qui a débuté en octobre 2022 et s'étalera jusqu'en 2026. Il contribue à la

stabilité et au développement économique local des zones rurales du Mali, notamment dans les régions de Ségou, Sikasso, Koulikoro et Kayes, en soutenant le déploiement de solutions pérennes d'accès à l'énergie, en particulier aux énergies renouvelables. Les cibles sont les jeunes, femmes et artisans notamment, pour un financement estimé à 6 millions d'euros. Dans le cadre de ce projet, Geres entend déployer 5 nouvelles zones d'activités électrifiées (ZAE). Depuis 2014, 8 existent déjà. Elles servent d'accélérateurs pour des entreprises rurales dans le domaine de l'accès aux services énergétiques. 9 périmètres maraîchers, tenant compte des spécificités de chaque territoire, ainsi qu'un appui pour les très petites entreprises dans les ZAE, afin qu'elles maximisent l'impact économique, sont prévus. « Les acteurs économiques ruraux sont nombreux, mais souvent fragiles et peu

EN BREF

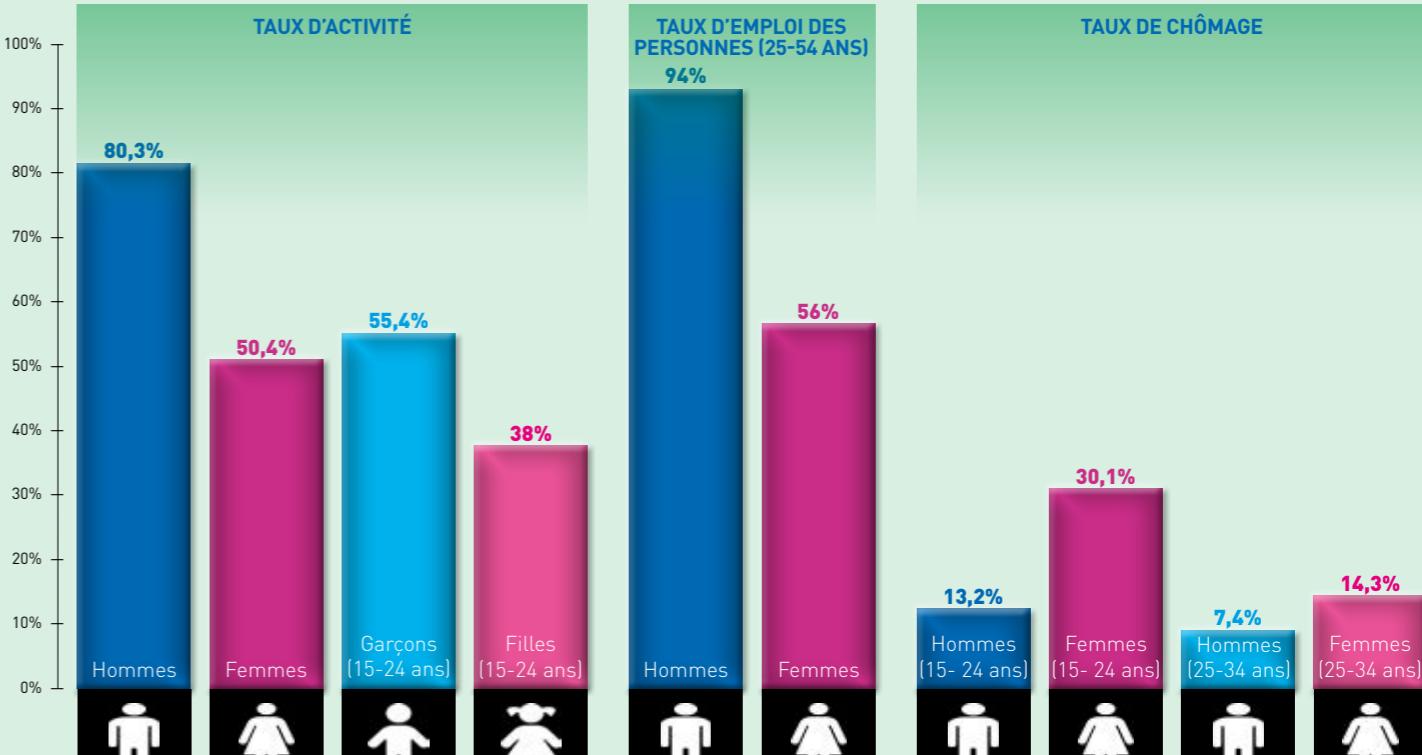
PROJET LITHIUM BOUGOUNI : PRÉPAIEMENT CONDITIONNEL DE 3 500 000 DOLLARS

Kodal Minerals, société d'exploration et de développement du lithium et de l'or en Afrique de l'Ouest, annonce un prépairement conditionnel de 3 500 000 dollars US dans le cadre du programme de financement du Projet lithium de Bougouni, annoncé en janvier 2023. Une convention signée entre la société et Hainan Mining Co et sa filiale britannique, constituée à 100% par Xinmao Investment Co. « Nous sommes très heureux d'avoir reçu le soutien du Groupe Hainan avec le prépairement d'une partie de l'accord de souscription nous permettant de continuer à faire avancer le Projet Bougouni Lithium pendant que nous travaillons à l'achèvement du montage financier », s'est réjoui le PDG de Minerals Kodal. Dans le détail, le financement comporte une tranche de 100 millions de dollars destinés à acquérir 51% de la société du Projet Lithium Bougouni et une autre de 17,75 millions de dollars de souscription d'actions ordinaires. En février, la société avait annoncé le versement de 7 millions de dollars US d'acompte, conformément au montage financier, détenus sous séquestre en attendant la réalisation. L'achèvement du financement a été repoussé au 31 août 2023 ou à toute autre date convenue entre les parties. ■

accompagnés. Les initiatives ne manquent pas, parfois individuelles, parfois collectives, mais souvent peu structurées dans le temps. Ainsi, l'accompagnement de ces acteurs pour structurer leur démarche et mieux planifier leurs plans de développement contribue à renforcer leur durabilité », a affirmé la représentante de Geres Mali, Aïssata Tall. ■

PARTICIPATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le conseil national du patronat a le 4 août tiré la sonnette d'alarme sur le chômage des jeunes au Mali. Quel en est le taux en 2022 ? Réponse dans le graphique ci-dessous.



Source : INSTAT / Rapport annuel EMOP 2022

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo n°435 du 10 août 2023

Journal du Mali

MIKADO FM

BAMAKO 106.6 FM

MOPTI 91.8 FM TOMBOUCTOU-BER 92.6 FM GAO-MÉNAKA-KIDAL-TESSALIT 94 FM

La radio qu'on aime !

Radio des Nations Unies

BANDIAGARA DÉNONCE L'INSÉCURITÉ ET LE SILENCE DES AUTORITÉS

Bodio, un village situé dans la commune rurale de Doucombo, cercle de Bandiagara, a été la victime d'une attaque terroriste le 5 août 2023. Bilan : 15 tués, 2 blessés, des dégâts matériels importants et une population traumatisée qui fuit la localité. Une énième attaque qui suscite la colère dans le Pays dogon. Pour manifester leur mécontentement, les « Forces vives » de la zone ont organisé une marche et décrété une journée Ville morte le 9 août 2023 à Bandiagara.



Les jeunes revoltés ont manifesté le 9 août pour dénoncer l'inaction des autorités face à la situation sécuritaire.

Le lendemain de l'attaque, entre Bodio et une localité voisine, un tricycle transportant deux chasseurs explose sur un engin explosif, causant la mort de ses deux occupants. Pour exprimer leur désarroi, « toutes les forces vives du Pays dogon, jeunes, femmes, commerçants, chefs de village et élus locaux, ont manifesté pour attirer l'attention des plus hautes autorités sur l'insécurité grandissante ». À l'issue de la marche, qui a dégénéré suite aux échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre, faisant des blessés, un mémorandum a été remis aux autorités. Ce regain de violence était prévisible, selon Adama Djongo, Président du Collectif des associations de jeunes

du Pays dogon. À l'approche de chaque hivernage, il s'agit d'un moyen pour les « terroristes de maintenir les populations dans la famine en les empêchant de cultiver ». Malgré les différentes alertes, M.

Ce regain de violence était prévisible, c'est un moyen pour les terroristes de maintenir les populations dans la famine en les empêchant de cultiver.

Djongo déplore l'insuffisance des actions et demande à l'État « de mobiliser tous ses moyens pour sécuriser les populations ». Les Forces vives ont donc remis dans ce cadre un mémorandum aux autorités. Elles ne veulent plus se

le dialogue entre les communautés ». Mais les solutions au conflit malien ne peuvent être que communes avec celles du Sahel, indiquent les mêmes analystes. Ces pays doivent se mettre en synergie et « harmoniser leurs stratégies ». ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

BANKASS : LE CSA POURSUIT LES DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES

Le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) a remis 54 tonnes de céréales le 8 août 2023 à 16 villages de la Commune de Kani-Bonzo, dans le cercle de Bankass. Le CSA a fait le même geste dans la commune rurale de Banamba. Dans cette commune, la distribution alimentaire gratuite (DAG) a concerné plus de 167 ménages, qui ont reçu au total 25 tonnes de maïs. La remise a eu lieu le 7 août 2023. L'objectif de ces distributions, pour les responsables du CSA, est de venir en aide aux populations en proie à l'insécurité alimentaire liée à un conflit. Ces distributions alimentaires concerneront d'autres régions et devront couvrir les besoins des populations vulnérables en cette période de soudure. ■

EN BREF

PAIX PAR LA SANTÉ DANS LE CENTRE DU MALI : L'INITIATIVE DRESSE SON BILAN



L'initiative, mise en œuvre conjointement par le ministère de la Santé et du développement social du Mali et le Centre Carter (TCC), utilise les services de santé comme point d'entrée pour la construction de la paix à long terme. L'approche communautaire se concentre sur l'organisation de dialogues autour des questions de santé au sein des communautés dans les zones d'insécurité. Ces rencontres, tout en favorisant l'inclusion des femmes et d'autres groupes sociaux, permettent de programmer des paquets d'activité de santé publique et renforcent les compétences dans le domaine de la résolution de conflits.

Selon les responsables du projet, au fur et à mesure qu'il progresse, il permet l'établissement de la confiance entre organes gouvernementaux et communautés et l'élargissement de l'espace pour la réduction des conflits. L'amélioration de la santé et la diminution de la violence endémique contribuent ainsi à la paix durable. La Phase 1 du projet a été mise en œuvre dans le cercle de Tenenkou et les activités de paquets de santé pour les districts sanitaires de Youwarou, Tominian et Macina ont été identifiées en juin 2023 et démarrent incessamment. Les activités de formation et de paquets de santé durant les 3 années de mise en œuvre du projet (2020-2023) ont coûté plus de 800 000 000 de francs CFA.

L'initiative a démarré sur un financement propre du Centre Carter et a bénéficié de financements belge et canadien depuis janvier 2022. ■

F.M

EN CENTRAFRIQUE, TOUADÉRA VERS UN TROISIÈME MANDAT

Avec les résultats provisoires qui valident la nouvelle Constitution en Centrafrique, le Président Faustin Archange Touadéra, qui en est à son deuxième mandat, peut en briguer un troisième légalement.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le président centrafricain Faustin Archange Touadéra a désormais le champ libre pour un troisième mandat.

La voie royale pour le Président centrafricain Faustin Archange Touadéra. Selon les résultats provisoires du scrutin référendaire publiés ce lundi par l'Autorité nationale des élections (ANE), le Oui l'a emporté à 95,27% contre 4,73% pour le Non. Ces résultats « provisoires » doivent être entérinés par la Cour constitutionnelle, qui doit proclamer les résultats définitifs le 27 août. Le vote avait été boycotté par les principaux partis d'opposition, organisations de la société civile et groupes armés rebelles. Élu en 2016, le Président Touadéra avait été réélu en 2020 à l'issue d'un scrutin perturbé et entaché d'accusations de fraude. Cette nouvelle

Loi fondamentale supprime la limite du nombre de mandats présidentiels et leur prolongement de cinq à sept ans. Aucun obstacle n'empêche plus le chef de l'État de 66 ans de briguer la présidence une troisième fois en 2025. L'opposition centrafricaine n'a pas attendu les résultats du scrutin pour accuser M. Touadéra de vouloir rester « Président à vie » d'un des pays les plus pauvres au monde, le tout sous la protection des mercenaires de la société de sécurité privée russe Wagner, déployés en Centrafrique depuis 2018. « C'est un vaudeville, une comédie (...). Nous avons tous vu que les gens ne sont pas allés voter et ça ne reflète pas la vo-

Haïti Les gangs font la loi

L'UNICEF déplore une forte hausse des enlèvements en Haïti. Durant les 16 premiers mois de 2023, près de 300 mineurs et femmes adultes ont été kidnappés, selon un rapport publié cette semaine. L'agence onusienne met en garde contre ce phénomène « extrêmement inquiétant », car le nombre d'enlèvements recensés pour l'année en cours « correspond quasi au nombre total d'enlèvements enregistrés pour l'année précédente et à près de trois fois celui de 2021 », a averti le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Les gangs contrôlent environ 80% de Port-au-Prince, la capitale, et les crimes violents tels que les viols, les enlèvements contre rançon, les vols à main armée et les détourments de voitures sont quotidiens.

Depuis des mois, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, appellent à une intervention internationale pour soutenir la police locale. Fin juillet, le Kenya a proposé une force de police multinationale, mais le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas encore voté de résolution autorisant une mission multinationale non onusienne. Plusieurs milliers de personnes, dont beaucoup avaient le visage couvert pour dissimuler leur identité, ont défilé lundi dans la capitale haïtienne pour réclamer une protection contre les gangs qui pillent les quartiers de Port-au-Prince et au-delà. Depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021, la situation n'a cessé d'empirer. ■

B.S.H

lonté du peuple centrafricain », a assuré Crépin Mboli-Goumba, Coordonnateur du Bloc républicain pour la défense de la Constitution (BRDC), à l'AFP. Le 22 septembre 2022, M. Touadéra avait essayé un revers juridique quand la Cour constitutionnelle avait annulé un décret créant un comité chargé de rédiger une nouvelle Constitution. Elle avait notamment invoqué le fait que le Sénat, chambre haute du Parlement prévue dans la précédente Constitution, n'avait toujours pas été mis en place.

Le pouvoir a mis à la retraite d'office en janvier 2023 la Présidente de la Cour constitutionnelle, Danièle Darlan, principale artisanne de l'invalidation. Cette mise à l'écart avait entraîné une mini-crise politique. L'opposition a dénoncé à l'époque ce qu'elle considérait comme un « coup d'État constitutionnel » et appelé la communauté internationale à rompre ses relations avec le régime de Bangui. Elle avait également demandé la destitution du Président Touadéra. Aucun de ces appels n'a été suivi d'effet. Derrière la nouvelle Constitution, selon l'opposition et des membres de la société civile, il y a aussi la volonté de préserver les liens avec Wagner. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CLIMAT : JUILLET 2023, MOIS LE PLUS CHAUD JAMAIS ENREGISTRÉ SUR TERRE

Avec 16,95°C, la température moyenne relevée à travers le globe en juillet a été la plus élevée jamais enregistrée, selon les données de l'agence européenne Copernicus publiées le 8 août. Ce nouveau sommet écrase les précédents records « tous mois confondus », précise le Centre européen de prévisions météorologiques. Le mois de juillet 2023 a été plus chaud de 0,72°C par rapport à la moyenne des mois de juillet sur la période 1991-2020. Des vagues de chaleur ont touché plusieurs régions de l'hémisphère nord, dont l'Europe méridionale. Des températures nettement supérieures à la moyenne ont également été relevées dans plusieurs pays d'Amérique du Sud et autour d'une grande partie de l'Antarctique. Les mers et les océans n'ont pas été épargnés, avec des records de températures moyennes mondiales à la surface de l'eau. Selon Samantha Burgess, Directrice adjointe de Copernicus, « ces records ont des conséquences graves pour les personnes et la planète, exposées à des événements extrêmes de plus en plus fréquents et intenses ». ■

B.S.H

LES AIGLES PRÊTS POUR LE DÉBUT DE LA SAISON EN EUROPE

À la veille du début de saison dans plusieurs grands championnats européens, certains internationaux maliens vont vivre de nouvelles expériences.

Boubacar SIDIKI HAIDARA



Plusieurs Aigles dont le capitaine Hamari Traoré ont changé de club cette année.

A près six saisons à Rennes, Hamari Traoré va découvrir un nouveau club et un nouveau championnat. Le Capitaine des Aigles, qui s'est engagé en juin avec l'équipe espagnole de la Real Sociedad après l'échec des négociations sur un nouveau contrat va entamer une nouvelle étape de sa carrière. La Real Sociedad affronte ce samedi Girona pour le

compte de la 1ère journée de la Liga. Traoré, qui a déjà découvert ses coéquipiers lors de la pré-saison, doit vite se mettre dans le bain. Lors de la 5ème journée, le club basque aura un premier grand test, un déplacement à Madrid pour affronter le Real. Hamari Traoré, qui jouera la Ligue des Champions, n'est pas le seul Aigle à avoir changé de club et de pays. Après

Arabie Saoudite Les clubs anglais appellent la FIFA à agir

L'inquiétude formulée par Jürgen Klopp gagne du terrain. Cette semaine, en conférence de presse, le manager de Liverpool a évoqué la vague de départs de plusieurs de ses joueurs (Fabinho, Firmino, Henderson) en Arabie Saoudite. Et affirmé que « la pire chose est que la fenêtre des transferts se termine plus tard » dans ce pays. De quoi craindre de nouveaux départs de joueurs sans possibilité de les remplacer. Pour prévenir les tentatives aléchantes de l'Arabie Saoudite une fois le Mercato terminé en Europe, les clubs de Premier League ont décidé de se mobiliser et de faire pression sur la FIFA, selon le Daily Mail. Alors que le Mercato ferme le 1er septembre dans la plupart des championnats européens, il se clôt le 7 septembre en Arabie saoudite. Les clubs saoudiens de la Pro League ont d'ores et déjà dépensé plus de 400 millions d'euros et offert des salaires mirobolants aux recrues. ■ B.S.H



une saison seulement en Espagne, à Almeria, El Bilal Touré s'en va. L'international malien s'est engagé pour plus de 30 millions d'euros avec l'Atalanta Bergame, 5ème du dernier exercice de Serie A. Le club italien a misé sur la jeunesse du natif d'Adjamé (21 ans) et ses statistiques pour sa 1ère année en Espagne. Il a inscrit 7 buts et délivré 2 passes décisives en 21 matchs. Même si les Italiens viennent de perdre leur attaquant Rasmus Hojlund, leur ligne d'attaque est encore très fournie, avec Duvan Zapata, Luis Muriel et la récente signature de Gianluca Samacca. En Premier League, les Aigles n'ont pas connu de mouvement. Yves Bissouma, après une saison tronquée à cause de blessures, revient dans l'effectif de Tottenham avec un nouveau numéro, le 8. Avec un nouvel entraîneur, l'ancien milieu de terrain de Lille, arrivé à Londres avec de grandes promesses, entend bien s'imposer dans l'entrejeu des Spurs, qui débutent leur saison ce dimanche par un difficile déplacement à Brighton. Crystal Palace de Cheick Doucouré se déplacera la veille chez le promu Shieffield United. Aucun des deux milieux de la sélection ne jouera de coupe d'Europe cette saison. Au contraire de leur compère Amadou Haidara, qui va une nouvelle fois disputer la plus prestigieuse, après avoir terminé 3ème la saison dernière. Leipzig débutera le nouvel exercice par la Super coupe d'Allemagne face au Bayern Munich ce 12 août, avant un déplacement une semaine plus tard pour défier le Bayer Leverkusen. ■

CARTONS DE LA SEMAINE

Sélectionné en 2ème position lors de la Draft 2014, **Jabari Parker** s'exile en Espagne. Il a signé un contrat d'une année avec Barcelone, club qui dispute l'Euroligue. Miné par les blessures, l'ailier fort n'a jamais su combler les attentes. Il était sans club depuis janvier 2022 et ce transfert lui permet de relancer sa carrière.

Le combat de boxe prévu le 12 août à Londres entre les Britanniques Anthony Joshua et Dillian Whyte a été annulé en raison d'un contrôle antidopage inopiné subi par **Whyte** qui a donné des résultats « défavorables ». Une enquête a été ouverte et le Britannique se dit surpris par les résultats de ce contrôle.

SÉKO BOIRÉ, LA SAISON 2 EN TOURNAGE BIEN TÔT

Le lancement des activités de production de la saison 2 de la célèbre série télévisuelle Séko Boiré a eu lieu ce 28 juillet 2023. Axée sur la paix, la cohésion et le vivre ensemble, l'avant-première est prévue pour le 20 janvier 2024.

FATOUMATA MAGUIRAGA



La série culte Séko Boiré aura droit à une deuxième saison, réalisé par Cheick Oumar Sissoko.

Séko Boiré est un projet qui veut participer à une culture de quiétude et de tolérance entre les populations, explique Kora Films, à l'initiative de cette deuxième saison, dans un contexte de préparation des élections pour conduire le Mali sur la voix de la stabilité institutionnelle. La saison 2 sera une suite logique de la première et verra le personnage principal, Séko Boiré, originaire d'un petit village malien, qui se retrouve par accident dans

la capitale, apprendre très vite à déjouer les pièges de la grande ville. Brillamment interprété par Habib Dembélé alias Guimba National, Séko doit retourner dans son village pour prendre part à la préparation des élections, après des années à Bamako et en tant que témoin privilégié des différents soubresauts que le pays a connus. Le projet de Kora Films et de Famoc s'inscrit résolument dans la dynamique du changement positif. Il confirme la volonté de ses porteurs de faire de la

culture un formidable outil de promotion du vivre ensemble. Un idéal bien ancré dans nos valeurs et nos croyances mais sérieusement mis à mal par des difficultés dont la solution réside dans la cohésion.

Prise de conscience Bien qu'ayant initié et écrit les premiers scénarios, Guimba se réjouit que Kora Films et Cheick Oumar Sissoko, « l'un des plus grands réalisateurs africains », écrivent et réalisent Séko 2 qui « a de la chance ». « Je suis un acteur content que Séko ait pu avoir la possibilité de la continuité ». Le tournage commence mi-octobre et devrait durer environ un mois. En plus de ce monument de la scène malienne, Kora Films a fait appel à une nouvelle génération représentée, entre autres, par Alima Togola, Viviane Sidibé ou Ramata Traoré.

Vivant à Paris depuis plusieurs années déjà, Habib Dembélé travaille actuellement sur deux projets. « J'appartiens à la compagnie Mia. Nous sommes en train de préparer une création qui va se jouer dans l'espace appartenant à la compagnie », précise Guimba National. La seconde production porte sur la vie de Salvador Allende. Les répétitions s'étendent tout le reste du mois d'août et une partie de septembre dans un théâtre d'Ivry. La création sera jouée en première le 11 septembre, date d'anniversaire de la disparition de cet ancien Président du Chili. ■

Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journalduMALI.com



Directrice déléguée :
Aurélie DUPIN
aurelie.dupin@journalduMALI.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

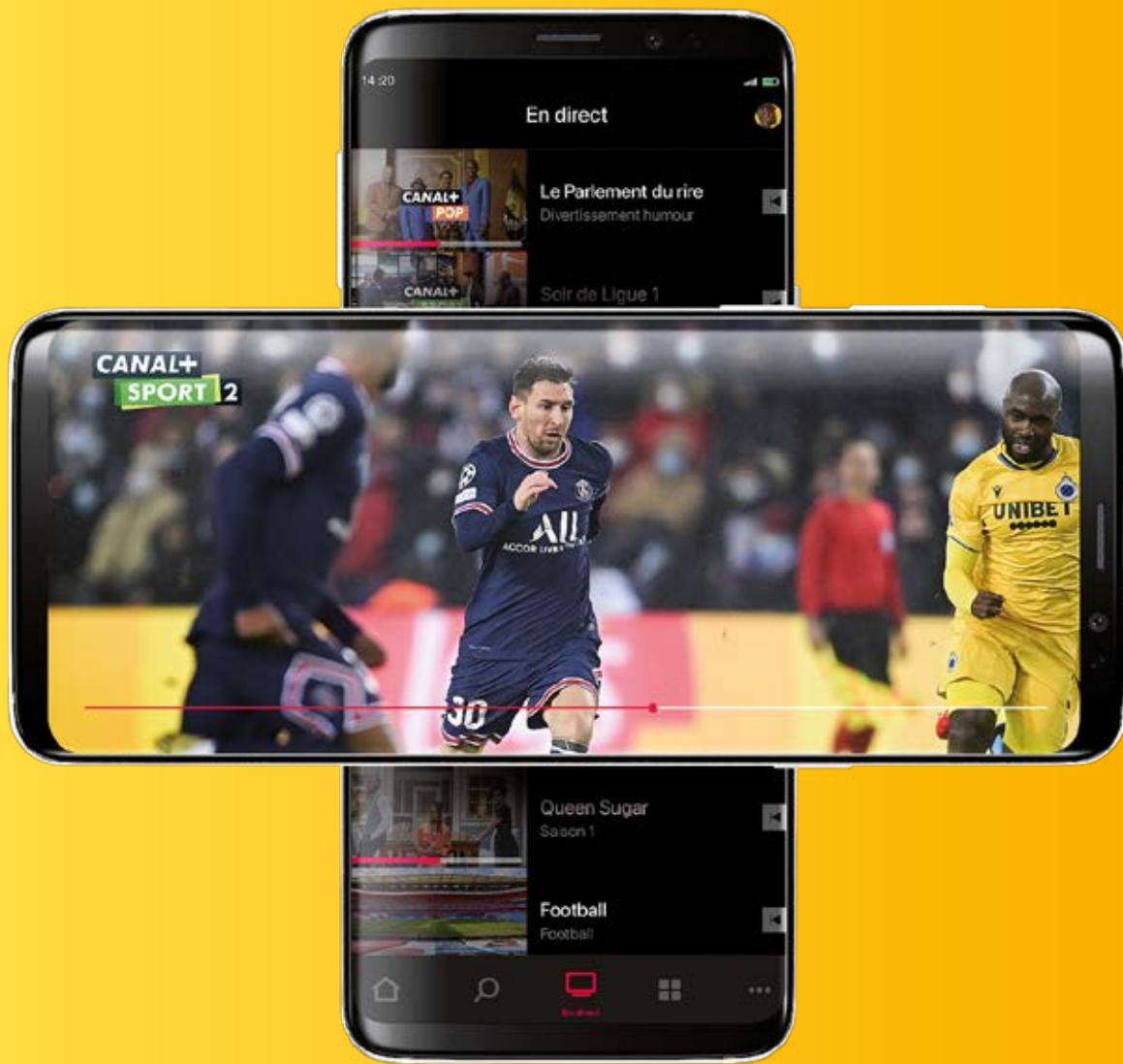
Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSUU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane ASCOFARÉ

Photographie : Emmanuel B. DAOU
Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journalduMALI.com
contact@journalduMALI.com

CANAL+



**LA TV
A ENFIN SON
APPLICATION**

+200 CHAÎNES EN DIRECT

myCANAL

